

ASSEMBLEE GENERALE

*25 juin 2018
La Halle Civique, Paris.*



UNION NATIONALE DES ACTEURS
DU DÉVELOPPEMENT LOCAL



3 Rapport d'orientations et projet d'activités 2018

Orientations page 3
Actions page 6



Rapport d'orientations

Au terme d'une année 2017 plus sécurisée sur le plan financier, et d'intense activité pour les administrateurs comme pour l'équipe salariée renouvelée et renforcée, les administrateurs ont senti le besoin de se poser une seconde fois lors d'un séminaire de travail. Les risques de la vie associative, ceux de l'entre soi, du vieillissement et d'un certain décalage entre ceux qui ont le temps de réfléchir et ceux qui sont le nez dans l'action, les non-dits liés aux petits intérêts personnels et les difficultés à jouer collectif, les attentes fortes que l'Unadel soit plus lisible, plus proactive, plus réactive et l'investissement inégal des uns et des autres dans le bon fonctionnement des instances, tout cela fut partagé, discuté, débattu. Le rôle de chacun pour une meilleure répartition des tâches au sein du CA, la redéfinition des orientations et priorités politiques du projet associatif, la mise en place de nouveaux outils de communication et la définition d'une feuille de route ont été mis en débat avec une exigence d'écoute

de tous les points de vue et d'une attitude de respect et de bienveillance. Les propositions du séminaire ont été reprises par le bureau puis soumises à validation du conseil d'administration, garant de leur mise en œuvre. Ces différentes étapes ont été facilitées par l'animation externe et experte de Cécile De Blic.

L'association doit s'adapter et évoluer pour ne pas disparaître ; nous sommes garants non pas seulement d'une marque mais aussi d'une vision, d'une méthode et d'outils qui donnent sens et avenir aux diverses formes de développement local dans les territoires en transition.

Les transitions sont au cœur de l'actualité. Le vocabulaire se renouvelle et s'adapte. Dans un monde de communication, les mots sont parfois réducteurs et dissimulent mal l'absence de fond et de contenu, tant les moyens et les outils se confondent avec les objectifs. Il nous faut cependant rester attentif aux changements provoqués même s'ils ne sont pas tous aussi profonds qu'annoncés.

Nous attendions beaucoup pour l'égalité territoriale de la Conférence Nationale des Territoires. Elle va tenir sa troisième réunion plénière et rassemble d'abord les associations d'élus de toutes les strates de territoires. Avec l'ANRR et l'AMRF nous tentons de faire passer des messages pour construire une nouvelle ruralité en interaction avec les centralités urbaines ou métropolitaines. L'Agence Nationale de Cohésion des Territoires doit voir le jour en juillet. Les orientations de la Politique de la Ville seront précisées dans la période et la Banque des Territoires a vu le jour. Cela impacte le commissariat à l'égalité des territoires passé sous la tutelle du ministère éponyme et la Caisse des Dépôts et Consignation, soit nos deux principaux partenaires et financeurs. Ce « paysage » mouvant et parfois indécis, affecte l'ensemble de l'écosystème territorial, c'est-à-dire tous les acteurs de la transition, écologique, énergétique, économique, culturelle et démocratique. Or c'est là et avec eux que se vivent les politiques publiques ; c'est là et avec eux que

surgissent de nouvelles pratiques citoyennes et que des expérimentations inventent les politiques du futur ; c'est là et avec eux que se développe la mise en réseau tant au plan régional que national.

Plus que jamais la question des alliances, des partenariats est posée, alors que les contractions budgétaires sont à l'œuvre ; Le morcellement des organisations qui, au motif de spécificités de plus en plus pointues, conduit à un parfait émiettement des initiatives des uns et des autres.

Les électeurs ont jugé l'an dernier qu'il fallait faire évoluer le paysage politique en renouvelant majoritairement les députés. La loi a également obligé les élus cumulards à choisir entre local et national. Ce faisant le poids des associations d'élus, locaux et intercommunaux fait que l'Etat discute et négocie avec elles, laissant les réseaux divers traiter avec les Ministères dans leur champ de compétences. L'Unadel reste singulière dans ce paysage : elle s'appuie sur la richesse du croisement des regards et

des expertises en faisant travailler ensemble des élus, des universitaires, des professionnels, des citoyens engagés, rassemblés par la conviction que l'avenir des territoires ne se fera pas sans eux ni sans projet partagé. Cette fabrique d'une démocratie horizontale sous la forme d'un laboratoire d'idées, nous fait « disparaître des radars ». Nous ne pouvons nous en satisfaire.

2019 et 2020 seront deux années avec des rendez-vous électoraux. 2019 avec les élections européennes : l'Europe des territoires, avec en toile de fond les nouvelles politiques en matière de cohésion, de développement portées par les fonds européens « post 2020 ». 2020 avec les élections municipales et communautaires dans leur nouvelle configuration faisant la part belle aux métropoles et aux communautés XXL. La question de la participation citoyenne à l'élaboration des politiques publiques locales sera-t-elle au cœur des débats et de la campagne ? Quel sera le rôle des communes et des conseillers municipaux dans ces nouvelles

organisations intercommunales qui concentrent l'exécutif dans les mains d'un tout petit nombre d'élus et de fonctionnaires ?

Quel message l'Unadel peut-elle porter dans ces nouvelles séquences électorales et dans un contexte de désengagement massif des citoyens boudeurs des urnes ?

Les deux séminaires de travail tenus en 2017 devaient nous aider à préciser le rôle de l'Unadel dans les années à venir. Deux directions se dégagent :

La première touche à notre organisation.

Revenir « au terrain » et développer au niveau des Régions des regroupements d'acteurs qui agissent sur le développement de leur territoire. C'est l'objectif d'avancer vers un modèle davantage confédéral qui réunisse des associations régionales actives et/ou des groupes moins formalisés d'adhérents au sein d'une association nationale qui mutualise les expériences des uns et des autres et participe plus fortement aux échanges avec l'exécutif et le législatif.

Cela suppose de progresser dans les régions et qu'il s'y déploie une véritable animation mettant « au travail » les acteurs, quelque soit leur statut, dans des échanges soutenus d'expériences et d'innovations sociales et territoriales. Citoyens et Territoires Grand-Est, l'ARDL PACA et plus récemment Territoires et Citoyens en Occitanie s'y emploient. Cela laisse encore des régions dont les acteurs doivent s'organiser. Nouvelle Aquitaine s'engage dans cette voie en réunissant les associations de professionnels qui y travaillent.

La seconde vise à faire avancer une ou des alliances nationales effectives permettant de peser davantage et faire mieux connaître nos travaux. Notre local, rue des Récollets, est partagé avec 4D et la Fabrique Ecologique, nos travaux en commun peuvent gagner en densité et, pourquoi pas, déboucher sur une ou des initiatives communes.

Au delà, les échanges du Cercle des Partenaires et du groupe « Objectif 2020 » ont montré qu'il y avait des projets communs à mettre au travail autour de la question des formations

conjointes à ceux qui dans les territoires font vivre les valeurs et les actions du développement local : les élus, les habitants/citoyens, les techniciens/professionnels. Nos alliés, sans exclusive, les centres sociaux, les conseils de développement, les acteurs et associations engagés autour des questions de « municipalisme ».

Décider Ensemble, avec les rencontres de la participation, ouvre une voie qu'il faut certainement conforter, celle d'une manifestation nationale ouverte qui accueille et fasse échanger les multiples acteurs et métiers confrontés à la participation instituée. L'initiative du « carrefour des innovations sociales » est une opportunité à saisir ; son ambition est de regrouper dans une coopération ouverte, un esprit de communs et d'open data, les différents porteurs d'outils, d'actions, de projets avec les acteurs et financeurs publics et privés

Cela suppose de faire évoluer nos modes de faire et d'accueillir des nouvelles personnes pour continuer à faire connaître le développement local.

Conforter nos outils de communication, les récits que nous pouvons écrire avec les porteurs d'expériences et d'actions dans les territoires que nous avons écoutés/accompagnés.

Le MOOC que nous sommes en train de réaliser dans le cadre du Carrefour des Métiers avec le CNFPT. Le Livre qui raconte deux grandes périodes de la montée en puissance des actions de développement territorial, des années 60 à 1992, de 1002 à aujourd'hui et demain. Les journées des territoires que nous préparons pour le mois de novembre qui réunira très concrètement les deux chantiers de l'Unadel, les écoutes territoriales et le Carrefour des Métiers que nous animons avec l'IRDSU. Accueillir des nouveaux membres et de nouveaux administrateurs. Rejoindre aujourd'hui une association telle que la nôtre n'est plus vraiment une tendance de l'engagement de citoyens. C'est du « vivier » des associations régionales et des territoires que nous avons rencontrés à l'occasion des différentes écoutes qu'il faut espérer attirer quelques volontaires convaincus de

passer un peu de temps à faire fonctionner notre association aux côtés d'une équipe salariée qui restera légère.

Cela passe par l'ambition de systématiquement proposer à tous les acteurs rencontrés dans le cadre des chantiers et écoutes de retrouver avec l'Unadel le souffle d'une démocratie plus ascendante, propre au développement local. Chacun doit pouvoir contribuer à rendre notre fonctionnement plus collégial, plus territorial, mais aussi plus audible sur la place publique ; l'Unadel n'est pas un tremplin pour des aventures personnelles mais un creuset pour continuer à investir des territoires d'avenir porteurs de désirs et de valeurs partagées, ouverts au monde et aux autres, gens d'ici ou d'ailleurs, en capacité de s'inscrire dans un même récit.

Projet d'activités pour 2018

- LES ÉCOUTES TERRITORIALES
- LE CARREFOUR DES MÉTIERS
- LA COMMUNICATION ET LE « BACK-OFFICE

Déjà bien engagé, nous sommes à mi-année, les activités quotidiennes de l'Unadel s'organisent pour une majeure partie autour des chantiers de partenariats avec nos financeurs. L'ambition portée par chacun des intervenants est de faire converger nos deux « modes de faire » que sont les écoutes territoriales et le Carrefour des métiers, l'un et l'autre se nourrissant.

Le reste de notre activité étant le support de ce travail avec la gestion de la vie de l'association et la communication utile à déployer ainsi que le travail de relation avec un écosystème dont on peut dire qu'il est une incroyable instabilité, certains diront qu'il « disrupte » à grande vitesse.

- 1- PROGRAMME DES ÉCOUTES TERRITORIALES ET RENCONTRES DE TERRITOIRES en lien avec Territoires Conseils et le CGET

Depuis 2015, l'Unadel et ses « écoutants » rencontrent des territoires. Des enseignements en ont été tirés et ont fait l'objet de publications. Rappelons quelques éléments de synthèse qui orienteront les écoutés à venir et seront débattus à

l'occasion des journées des territoires qui seront organisées en fin d'année.

« La conduite d'une transition territoriale, qui transforme les modes de vie et l'économie locale, est un processus complexe qui se mène dans la durée ; c'est aussi une opportunité pour revitaliser le territoire. Mobiliser toutes les forces vives pour opérer cette transformation profonde demande d'avancer progressivement en expérimentant. En embrassant les écoutés cumulés sur la saison 1 et la saison 2 dans quatorze territoires qui ont pour la plupart une expérience déjà longue de transition, cette saison 2 conforte les 10 enseignements de la saison 1. En complément, pour cette nouvelle édition, nous avons choisi de mettre en relief les voies d'approfondissement de la démarche, conditions de sa poursuite dans les périodes d'incertitudes (modification du périmètre du territoire, renouvellement des élus, rupture des financements externes) et de sa réussite.

La clef de cet approfondissement est l'adhésion et l'implication des acteurs socio-professionnels et des habitants, ainsi que la coopération entre toutes les échelles institutionnelles dans le territoire comme à l'extérieur de celui-ci.

A l'origine l'impulsion peut venir d'un élu, d'un technicien, d'un évènement. Tout l'enjeu pour la solidité de la démarche est dans le cheminement vers une agrégation de cercles de plus en plus larges du portage et du pilotage de la transition : faire en sorte que les élus impliqués soient de plus en plus nombreux, que le thème de la transition soit l'affaire transversale de tous les techniciens, que les acteurs socio-économiques mettent leurs compétences au service de cette transformation, que les citoyens participent avec leurs propres initiatives. Avec les 14 écoutés nous disposons de nombreux exemples de cette progression.

De la transition menée dans ces 14 territoires nous avons retenu quelques exemples et principes d'action

particulièrement propres à assurer la progression de la démarche. Nous avons repéré des exemples de coproduction avec les acteurs socio-économiques, des méthodes d'implication des habitants qui peuvent inspirer. Pour ces coproductions une montée en compétences d'animation est nécessaire : certains territoires ont mis en œuvre des formations. L'expérience de la coproduction permet de bâtir progressivement un réseau d'animation qui secondera et soutiendra les élus et techniciens. Cette méthode de travail par approfondissement réticulaire concerne aussi les différentes échelles territoriales : impliquer progressivement l'ensemble des communes d'une intercommunalité, construire des partenariats avec des territoires voisins en matière de mobilité, de construction de filières bois ou alimentaires. Nous avons remarqué que l'existence de structures dédiées à la transition est un atout pour sa pérennité, un lieu d'accumulation de compétences. La nécessité d'une évaluation collective réflexive annuelle pour progresser est rappelée. Enfin,

nous faisons un focus sur l'expérience très novatrice du « mode labo » en Gironde.

La mise en récit de la transition est un fil rouge de la démarche, originel et explicite à Loos en Gohelle, plus progressif ou implicite dans d'autres territoires. Il s'agit d'impliquer les acteurs et habitants à partir de leur vécu en les faisant participer à cette histoire : « *d'où l'on vient..., où l'on va* ».

Ce sont, suggérées par les écoutes de 14 territoires avancés en transition énergétique ou vers un tourisme durable, les pièces d'un puzzle qui permet de conduire une transition solide qui rayonne dans le territoire. Le cheminement est itératif, les résultats reposent sur la construction progressive d'un consensus avec des outils, de l'animation et un engagement financier. » *(extrait de l'introduction du tome 2 des écoutes territoriales)*

LES ÉCOUTES EN PARTENARIAT AVEC TERRITOIRES CONSEILS

Nos travaux s'organisent autour des deux conventions passées pour 2017 et 2018 (non encore signée d'ailleurs). Le plan de travail de l'année prévoit de réaliser trois écoutes dans de nouveaux territoires, de réécouter plusieurs territoires déjà écoutés afin de continuer à voir comment de manière dynamique les projets et la gouvernance ont évolués, de tenir deux réunions d'acteurs du développement local dans deux régions, l'Occitanie et la Nouvelle Aquitaine, de réaliser une écoute citoyenne de manière à en tirer des éléments de méthode utiles à une diffusion de cet outil et enfin à réunir les territoires écoutés pour une rencontre nationale d'échanges d'expériences et de partage méthodologique.

A ce jour nous avons ouvert l'ensemble de ces chantiers et ils devraient aboutir d'ici la fin de l'année, la rencontre nationale étant déjà fixée aux lundi 26 et mardi 27 novembre prochains.

LES ÉCOUTES EN PARTENARIAT AVEC LE CGET

Dans l'attente de la signature de la convention avec le CGET, nous sommes convenu de travailler à écouter 4 territoires avec le prisme de la réciprocité avec les territoires périphériques, de l'alimentation et des partenariats de gouvernance que cela suppose. Après un travail autour des contrats de ruralité, c'est autour du lien « ville-campagne » et alimentation que nous travaillerons.

Ces travaux, en cours à ce moment, rejoindront les journées de Novembre.

LES RENCONTRES DE TERRITOIRES

En lien avec les Régions qui sont adhérentes à l'Unadel, un acte militant qui devient notable en ces temps de restrictions budgétaires, et en lien avec nos travaux avec Territoires conseil, une réunion régionale sera organisée en Occitanie par Territoires et Citoyens en

Occitanie (TCO) réseau régional de l'Unadel.

L'Unadel sera également co-invitant d'une réunion régionale des professionnels du développement de la région Nouvelle Aquitaine, qui s'organisent en association regroupant les anciennes structures de 3 régions.

L'EQUIPE DES ECOUTANTS

Appelée également « cercle des experts » elle réunit ceux qui participent à la mise en œuvre et à l'analyse des écoutes réalisées en binôme. Elle échange régulièrement et réunit universitaires, consultants associés et bénévoles au service tant d'une animation territoriale que dans une réflexion sur les ingrédients d'un territoire proactif en matière de transition et de gouvernance. C'est un groupe de personnes engagées qui est l'une des « signatures » de notre association.

-2- PROGRAMME D'ACTIONS 2018 DU CARREFOUR DES MÉTIERS co animé avec l'IRDSU et financé par le CGET

Ce programme est largement détaillé puisqu'il traduit la relance de l'activité du Carrefour en 2018 et qu'il convient que chacun connaisse l'ambition portée par l'Unadel et l'IRDSU en lien avec le CGET et les principaux organismes qui s'y associent.

Les dynamiques de développement territorial ont été fortement impactées depuis une quinzaine d'années par une **accélération de réformes institutionnelles** qui, par vagues successives ont quelque peu déstabilisés les systèmes d'acteurs et les territoires. Cette déstabilisation a été d'autant plus importante qu'elle est intervenue dans une période où se redéfinissent les enjeux mêmes du développement. En effet, les limites des « ressources de la planète » font l'objet d'une prise de conscience croissante et se précisent

progressivement **l'ampleur des mutations à opérer sur notre modèle économique (la manière de produire et de consommer) et sur nos modes de vie.** Des enjeux de transitions multiples sont ainsi énoncés : énergétique, économique, sociale mais également démocratique, avec l'engagement de la société civile dans les changements individuels et collectifs à mener.

Dans ce contexte, les acteurs locaux expriment la difficulté de se « saisir » de ces enjeux, **à conjuguer action sur l'économique, le social et l'environnement,** d'autant que les politiques publiques très cloisonnées, laissent peu de places à l'innovation. Ils constatent par ailleurs, un **foisonnement d'initiatives au travers notamment du développement durable et des questions de cohésion sociale et territoriale.** L'ingénierie territoriale est ainsi confrontée à la nécessité de faire évoluer les modèles de développement et à la montée en puissance de l'ingénierie des « savoirs faire » citoyens.

Ces évolutions questionnent les pratiques des acteurs publics œuvrant dans le champ du développement territorial suivant des thématiques diverses (urbanisme, économie, environnement, transport, santé...) mais également plus largement les acteurs soucieux de participer d'une dynamique de développement local (cf travail social, économie sociale et solidaire...). Des **« préoccupations » communes émergent autour de la manière de favoriser les coopérations interacteurs, l'action collective, les médiations entre institutions, acteurs privés et citoyens.**

Les observations réalisées sur un certain nombre de territoire, indiquent, au-delà des pratiques professionnelles, qu'un ensemble de conditions lié à une **gouvernance « partagée », à des méthodologies de coproduction, d'hybridation des ressources, d'implication des citoyens,** permettent de générer des dynamiques de développement des territoires plus « intégrées » et répondant aux défis environnementaux et de cohésion.

Compte tenu de ces éléments, le projet 2018-2020 du carrefour des métiers sera axé sur un appui, d'une part, à l'évolution des compétences des acteurs et, d'autre part, aux « systèmes d'acteurs » souhaitant s'engager dans de nouveaux modes de faire.

L'apport spécifique du carrefour des métiers

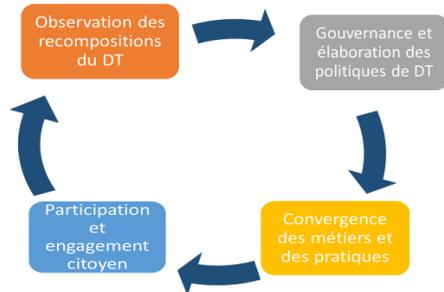
Le carrefour des métiers constitue, depuis sa création en 2001, un lieu privilégié où professionnels, élus, chercheurs, acteurs associatifs et représentants institutionnels peuvent analyser collectivement les enjeux du développement territorial, ses recompositions, leurs incidences en termes de pratiques et élaborer les ressources nécessaires à l'accompagnement de ces transformations.

L'organisation du carrefour, les méthodologies retenues et la diversité de ses partenaires permettent de contribuer à un meilleur « chainage » entre la recherche, la formation initiale et continue, et un appui à l'action.

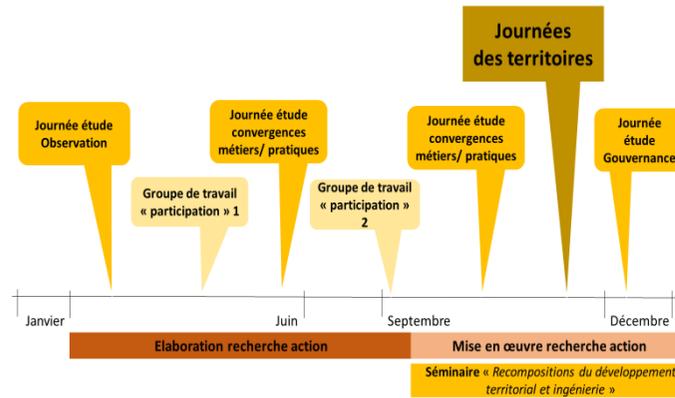
Les axes de travail

Le projet de programme du carrefour pour la période 2018- 2020, s'il s'inscrit dans le prolongement des travaux antérieurs, met résolument l'accent sur l'analyse de la recomposition à l'œuvre des dynamiques de développement territorial autour des enjeux de la cohésion sociale et territoriale et du développement durable.

Il s'organise autour de 4 axes de travail. Ces différents axes de travail permettront d'explorer des hypothèses ou tendances générales, et de répondre à des « préoccupations » plus opérationnelles de ses acteurs.



Le programme 2018



✓ L'observation de l'évolution des pratiques et l'analyse de la recomposition du champ du développement territorial

Le carrefour mettra en place un cadre de travail, en réseau, dont l'objectif sera de repérer et d'analyser les travaux de recherche et d'études tant sur des démarches de développement territorial, et d'en tirer des enseignements en termes d'évolution de l'ingénierie territoriale.

Le repérage et l'analyse porteront sur des démarches qui peuvent relever de pratiques diverses, de la cohésion sociale au développement durable en passant par la création d'emplois ou à la tranquillité publique, mises en œuvre dans le cadre de politiques publiques, ou à l'initiative d'organisations de secteur privé, entreprises, associations...

Cela nous attachera, en mobilisant ainsi des sources multiples et l'expertise de chercheurs, d'élus et de professionnels, à mettre au jour à la fois les facteurs d'évolution des démarches, les « fertilisations » croisées et les convergences liées notamment à l'évolution des enjeux et à la montée en puissance des transitions.

Partenaires : Universités, CGET, ADCF, CNFPT, Centres de ressources, UNADEL, IRDSU, 4D...

Livrables : Actes des journées d'étude, Recensement des études et ressources, Support d'intervention

1°) Journée d'étude « **Développement territorial : une recomposition à l'œuvre ? Regard croisé des réalités québécoise et française** »

Lundi 19 Mars 2018 de 10h00 à 16h30
(MSH Paris Nord)

Matinée : **Présentation « croisée » des recompositions du développement territorial à l'œuvre au Québec et en France**, à partir des enseignements issus de colloques récents¹.

Introduction de **Michel Didier**, Conseiller auprès du Commissaire général délégué à l'égalité des territoires (CGET)

Intervention de **Denis Bourque** (Directeur du Département de travail social, Université du Québec en Outaouais) et de **Pierre Jean Andrieu** (Administrateur de l'Unadel, ancien animateur du master développement local de Paris 7)

Après-midi : **Quelles perspectives de collaboration et de recherche ?**

- Présentation de recherches sur le développement territorial produites dans divers champs disciplinaires : L'économie politique, **Pascal Petit**

Professeur émérite Paris 13 et **Michel Vernières**, Professeur émérite de Paris 1 (réseau ACERT) ; La Géographie, **Johan Milian**, Maître de Conférences, Politiques environnementales-aménagement du territoire et développement rural, Université Paris 8 ; Le travail social : **Dominic Foisy**, Professeur de travail social, Université du Québec en Outaouais ;

- Echange sur des perspectives de collaboration (Démarche d'observation à élaborer, de croisement des recherches, recherche-action conjointe...).

2°) **Séminaire « Recompositions du développement territorial et ingénierie »**

Présentation de travaux de recherche universitaire et mise en débat avec partenaires du Carrefour des métiers (Cycle de 7 à 8 rencontres).

Partenariat Université Paris 8

==

✓ **Accompagner la participation et l'engagement citoyen**

Le carrefour ouvrira un **chantier particulier sur le thème de la participation** et de l'engagement citoyen. Ce chantier est une déclinaison spécifique des axes précédents. Il s'agit de tirer les enseignements de l'investissement des pouvoirs publics depuis 30 ans en matière de démocratie participative au travers notamment de formes instituées de participation (cf conseils de développement, les conseils citoyens, les conférences de consensus) et de les mettre en regard de l'émergence de nouvelles pratiques d'engagement et d'implication des citoyens/habitants/consommateurs.

(Démocratie d'engagement et d'implication, plaidoyer, empowerment/développement communautaire...).

Quels sont les **complémentarités et les convergences entre ces diverses démarches**, comment tirer le meilleur

parti des unes et des autres lorsqu'elles coexistent sur un même territoire, comment susciter ou favoriser telle ou telle démarche en fonction des situations locales... ?

Cet axe consistera, d'une part, à partager les connaissances produites sur les questions démocratiques et d'autre part, de tirer des **enseignements en termes de compétences et de postures**, de l'animation des dispositifs participatifs et de l'accompagnement d'initiatives citoyennes.

Livrables : Actes Journée d'étude, Note de synthèse compétence, Préconisations pour des actions de formation,

1°) Groupe de travail « participation et initiatives citoyennes »

- Date : Réunion 1 (Mai), Réunion 2 (Septembre)
- Lieu : UNADEL Paris
- Objectifs :
 - Croiser et capitaliser des enseignements sur

l'accompagnement/format ion des professionnels à la participation

- Analyse collective sur « émergences citoyennes » et articulation avec la participation instituée
- Que retenir pour l'accompagnement et la formation des professionnels ?

NB : Modalités à préciser avec le groupe

- Partenaires : CGET, CNCD, Centres de ressources, FCS, UNADEL, IRDSU, Asterya, Institut de la concertation APPUI, Ecole de la Rénovation urbaine, ADCF,...

2°) Atelier dans le cadre des « Journées nationales IRDSU »

- Date : 31/05 et 1er Juin
- Lieu : Grenoble
- Objectifs :
 - Recueil et partage d'analyse sur la mise en place des conseils citoyens, sur les

modalités et « compétences » mises en œuvre pour leur suivi et animation,

- Réflexion collective sur le thème « participation et initiatives citoyennes »,
 - Partenaires : IRDSU, UNADEL, Métropole Grenoble, FCS, Centres de ressources...

✓ Favoriser la « convergence » des métiers et des pratiques

Les travaux antérieurs du carrefour avaient permis la mise en évidence une **diffusion de la culture du développement territorial** (projet, partenariat, participation) générant une diversification des fonctions et des métiers (cf exemple métiers de la participation).

Aujourd'hui, dans cette période de transitions multiples, le **décloisonnement des thématiques et des acteurs apparait de plus en plus nécessaire**. Ces « convergences »

peuvent être facilités par une « culture d'intervention » partagée entre différentes catégories de professionnels.

Il s'agira ici de capitaliser les connaissances et les pratiques en la matière, plus précisément sur les méthodes et compétences relatives à la coopération, à l'intermédiation et à la participation.

Partenaires : Universités, IRTS, UNAFORIS, CNFPT, Centres de ressources, IRDSU, UNADEL,

Livrables : Actes Journée d'étude, Valorisation d'expériences, Préconisations pour formation interacteurs

--

1°) Journée d'étude « Travail social, initiatives citoyennes et développement territorial »

- Date : 27 ou 28 Juin
- Lieu : Dijon
- Contenu : Initiatives citoyennes et DSL : Comment elles impactent les postures classiques des travailleurs sociaux et quelles méthodes

d'intervention mettre en place ? comment contribuent-elles à la cohésion et au développement du territoire ?

Séminaire développement social local en présence des filières de l'IRTESS, ouvert aux professionnels du territoire

- Partenaires : IRTESS de Bourgogne, Université de Bourgogne, UNAFORIS, Trajectoire Ressources, IRDSU, UNADEL,

2°) Journée d'étude

« Développement social local et Développement Territorial »

- Date : début octobre
- Lieu : Montpellier
- Contenu : à préciser
- Partenaires : Université PV Montpellier, Faire ESS (IRTS LR), UNAFORIS, RECIPROCITES, UNADEL,

✓ Recherche-action

✓

Ce dispositif permet à la fois d'accompagner un processus de changement et d'innovation et d'en tirer des enseignements

(produire des connaissances). Il repose sur l'engagement d'acteurs d'un territoire et d'un organisme de recherche.

Plusieurs « entrées » sont à l'étude :

- "Territoire zéro chômeur de longue durée" (Communauté de Communes Loire Nièvre et Bertranges, en partenariat avec IRTESS Dijon et UNAFORIS) : à voir notamment les enjeux de la formation à ce sujet,
- Collectif d'habitants d'un quartier « politique de la ville » souhaitant porter un projet « alternatif » et qui a des difficultés à être entendu par le système public (Ville, Anru, outils de concertation...). Il s'agit ici de proposer un autre modèle de fabrication de la ville, mieux fondé sur les besoins des habitants (cf axe recomposition du champ du développement territorial ,des exigences nouvelles des habitants pour co-construire la ville, l'ingénierie classique et « l'ingénierie citoyenne »...)

--

NB : Au-delà des sites « presentis », un appel à candidature sera élaboré

✓ *Journées nationales*

L'objectif est de permettre la rencontre des territoires, partenaires, professionnels et de donner à voir (et enrichir) les « productions » et analyses.

Journées des territoires « transitions et conduite du changement »

- Date : 26 et 27 Novembre 2018
- Lieu : Paris , Halle Pajol
- Contenu/objectif :
 - Rencontre des territoires « écoutés » dans le cadre des Ecoutes territoriales (échange de pratique, mise en évidence « conditions de réussite », perspectives...)
 - Les transformations de l'ingénierie : organiser le croisement d'expertises professionnelles diverses (urbaniste / développeurs / travailleurs

sociaux/ESS) et enseignements des groupes de travail et journées d'étude,

- Partenaires : ADEME, Territoire Conseil, Universités, CGET, ADCF, CNFPT, Centres de ressources, UNADEL, IRDSU,...NB cf collaboration RAMAU, CEREMA, 27ième Région...

✓ *Evolution de la gouvernance et des modes d'élaboration des politiques de développement territorial*

Une attention particulière sera portée à l'évolution de la gouvernance des démarches de développement territorial. Le réagencement des cadres territoriaux, les tensions liées aux contraintes des finances publiques, les interpellations du politique, l'émergence des nouveaux enjeux et la multiplication des initiatives de la société civile affectent profondément les systèmes locaux d'acteurs.

Dans ce contexte, l'objectif sera de mettre en évidence **les processus et méthodes** suivant lesquels de « nouvelles » politiques de développement territorial s'élaborent et sont mises en œuvre. Seront abordées plus spécifiquement, les évolutions produites par de **nouvelles formes de participation et d'engagement** de la part des citoyens sur **les modes d'organisation et de travail** (gouvernance « participative », co-construction, hybridation public/privé...), et ce que cela implique s'agissant **des rôles respectifs des élus et techniciens**.

Partenaires : Universités, CGET, ADCF, CNFPT, Centres de ressources, UNADEL, IRDSU,...

Livrables : Actes des journées d'étude, Note de synthèse sur thèmes spécifiques (ex : co-construction de l'action publique)

Journée d'étude (à définir avec ADCF)

- Date : Décembre

- Lieu : à préciser
 - Contenu : « capitalisation » journées des territoires (« Dynamiques de transition : rôle des élus, animation de la gouvernance...) / participation et initiatives citoyennes / Observation des recompositions du développement territorial,
 - Partenaires: ADCF, Universités, CGET, CNFPT, Centres de ressources, UNADEL, IRDSU,...
- NB : cibler Elus et dirigeants territoriaux

✓ *Diffusion/ contribution*

Présenter des travaux et les enrichir lors de diverses manifestations (Colloque, formation...)

- **Journée Réseau des praticiens territoriaux** « *Demain, des territoires en action* », 1er Février 2018 à AgroParisTech, Clermont-Ferrand
- Contribution **MOOC Développement territorial CNFPT**

- Journées « **RENCONTRES NATIONALES DE LA PARTICIPATION** : L'innovation démocratique aux services des territoires », Décider ensemble, LILLE, 6, 7, 8 Mars
- **CRPV PACA** : groupe de réflexion et d'échanges « *Articulations et complémentarités entre politique de la ville et intervention sociale communautaire* » 13 mars,
- **CNCD** (Coordination nationale des conseils de développement), Congrès national, Sète, 11 et 12 Octobre (en discussion),

- 3- LE TRAVAIL DE « BACK-OFFICE » DONT « LE LIVRE »

L'association fonctionne grâce à une petite équipe salariée et à l'énorme investissement d'administrateurs bénévoles. C'est aussi une des marques de fabrique de l'Unadel dont il faut à la fois se féliciter et en même temps s'interroger sur sa viabilité dans le long terme.

Nous avons engagé deux chantiers qui vont déboucher en 2018 sur deux témoignages sur l'histoire passée, présente... et à venir du développement local.

D'une part, en partenariat avec le CNFPT, dans le Cadre du Carrefour des Métiers, l'élaboration et la réalisation d'un MOOC, séminaire de formation en ligne, sur le développement local. Important travail d'écriture d'un scénario qui fasse témoigner acteurs et experts afin de produire un enseignement qui soit utile aux fonctionnaires territoriaux mais également à toute personne, citoyen , élu

municipaux, élu associatif que la question du territoire et de son projet intéresse. D'autre part, nous sommes convaincus qu'il faut faire le récit de l'aventure commencée dans les années cinquante et qui a conduit à l'administration territoriale de la République d'aujourd'hui avec, selon les périodes, une implication décisive de la société civile et des acteurs de l'éducation populaire au sens large du terme. C'est le projet du LIVRE, dont le titre reste à finaliser, et qui se déclinera en deux tomes.

Le premier des « pionniers » à 1992, année de naissance de l'Unadel et année de la loi 92-125 du 6 février relative à l'administration territoriale de la République ... sous la conduite de Georges Gontcharoff, cet opus retracera comment les acteurs locaux ont inspiré l'organisation actuelle de nos territoires. Avec des témoignages d'acteurs engagés dans les différentes périodes de cette séquence qui a vu la France changer d'organisation.

Ce premier tome devrait être disponible en septembre 2018.

Le second, de 1992 à aujourd'hui... Et demain sera davantage un recueil de textes d'analyses et de propositions à partir de ce qui a continué à organiser notre pays, dont évidemment, entre autres, les lois qui ont institué la question de la participation des habitants avec les conseils de développement et les outils de participation de la politique de la Ville. Ce second tome devrait être disponible au printemps 2019.

Enfin un mot sur « la communication » de l'Unadel. Toujours imparfaite parce que l'irruption des réseaux sociaux fait qu'il est parfois tentant de passer beaucoup de temps à dire ce que l'on va faire ou ce que l'on fait et, du coup, de ne plus avoir assez de temps pour effectivement agir. Nous avons fait quelques arbitrages, forcément insatisfaisants pour dire au mieux ce que l'on fait.

Une communication centrée autour du premier cercle des agissants de et pour

l'Unadel, avec un mail quotidien faisant une veille modeste sur l'information touchant au champ du développement local.

Une newsletter pour mieux faire connaître et diffuser l'activité de l'Unadel et les contributions de ses membres.

Un site internet qui est une vitrine et une ressource documentaire que nous devons prendre le temps de « rafraichir ».

Une présence sur les réseaux sociaux qui sont aujourd'hui devenus les fenêtres sur lesquelles on se doit de montrer que l'on agit. Avec une posture raisonnable d'exposition de nos idées, de nos valeurs et de nos actions.

Il nous faut aujourd'hui intervenir davantage dans le débat public, reste à trouver les meilleures modalités possibles.



association loi de 1901
SIREN 392 048 179
150, 154 , rue du Faubourg Saint Martin
75010 PARIS

contact@unadel.org
www.unadel.org

twitter : AssoUnadel
facebook : @AssoUnadel



en partenariat avec

(((TERRITOIRES CONSEILS

GROUPE



et

